



ACTUALITES ECONOMIQUES ET FINANCIERES DU PORTUGAL

Du 3 au 16 avril 2018

Indicateurs macroéconomiques

Croissance PIB (%)	2017 (INE)	2,7
	Prévision 2018 (Gouvernement - Pstab*)	2,3
Déficit public (% du PIB)	2017 (INE)	-3,0**
	Prévision 2018 (Gouvernement - Pstab)	-0,7
Solde primaire (% du PIB, 2017) (Gouvernement)		3,0
Dettes (% du PIB)	2017 (INE)	125,7
	Prévision 2018 (Gouvernement - Pstab)	122,2
Exportations de biens (Md€, janvier 2018) (Banco de Portugal)		4,8
Importations de biens (Md€, janvier 2018) (Banco de Portugal)		6,0
Exportations de services (Md€, janvier 2018) (Banco de Portugal)		2,0
Importations de services (Md€, janvier 2018) (Banco de Portugal)		12,8
Inflation sous-jacente (% , mars 2018) (INE)		0,8
Taux de chômage	(% , 2017) (INE)	8,1
	(% , prévision fin 2018) (Gouvernement - Pstab)	7,6
	(% , estimation février 2018) (INE)	7,8

* Programme de stabilité

** hors prise en compte de la recapitalisation de la banque publique Caixa Geral de Depósitos, le déficit public s'élève à 0,92 % du PIB

Situation des établissements bancaires

- **La Banque du Portugal annonce que le niveau de prêts non performants n'a jamais été aussi bas et que la rentabilité des capitaux propres est positive en 2017**

Le 5 avril, la Banque du Portugal a publié son rapport sur le système bancaire portugais au 4^{ème} trimestre 2017, dans lequel elle indique que le stock de prêts non performants (NPL) enregistre une baisse trimestrielle de 2,9 Md€, la plus importante depuis 2015, et de 9,3 Md€ par rapport à décembre 2016. Le taux de couverture des NPL a augmenté de 2,8 p.p. par rapport au trimestre antérieur pour atteindre 49,3 %. Cette évolution résulte principalement de la diminution du stock de NPL dans les sociétés non financières (-5,9 Md€ par rapport à décembre 2016).

Au 4^{ème} trimestre, le taux de NPL était ainsi de 13,3 %, soit une diminution de 1,3 p.p. par rapport au trimestre précédent et de 3,9 p.p. par rapport à décembre 2016.

Situation budgétaire

- **L'IGCP effectue une nouvelle émission de dette de long terme**

Le 11 avril, l'agence portugaise de gestion du Trésor et de la dette publique (IGCP) a réalisé sa seconde émission syndiquée d'obligations du Trésor en 2018, pour un montant de 3 Md€, avec une maturité à 15 ans à un taux de 2,325 %. Elle a ainsi atteint les deux tiers de son objectif de financement annuel en obligations du Trésor et a obtenu le taux le plus bas jamais enregistré pour ce type de titre.

- **Le programme de stabilité 2018-2022 a été proposé en conseil des ministres**

Le 12 avril, le programme de stabilité 2018-2022 a été approuvé en conseil des ministres. Il révisé les prévisions macroéconomiques pour 2018 par rapport à celles associées au budget à la fin de l'année dernière (croissance de 2,3 % du PIB, taux de chômage de 7,6 % de la population active). Par ailleurs, il tient compte de cette amélioration et des résultats en matière de finances publiques plus favorables qu'escomptés en 2017 (déficit public de 0,9 % du PIB, hors recapitalisation de la *Caixa Geral de Depósitos*) pour réviser la trajectoire des finances publiques : **le déficit public s'élèverait à 0,7 % du PIB en 2018** (contre 1 % dans le programme de stabilité de 2017 et 1,1 % dans le budget) et à 0,2 % en 2019 (contre 0,3 % dans le programme de stabilité de 2017). Le Portugal dégagerait un excédent de 0,7 % du PIB en 2020 et de 1,4% en 2022.

Ce programme de stabilité, qui doit encore faire l'objet d'un débat au Parlement, a été largement commenté dans la presse, les soutiens de gauche du gouvernement plaidant en faveur d'une utilisation de la marge dégagée par les bons résultats de 2017 pour augmenter les dépenses en faveur des services publics, notamment dans le secteur de la santé.

Sectoriel

- **La production d'électricité renouvelable proche d'égaliser celle de la consommation**

Le 2 avril, le gestionnaire de réseau de transport électrique et de gaz *Redes Energéticas Nacionais* (REN), détenu principalement par le gestionnaire de réseau de transport électrique public *China State Grid* (28,25 %) et par l'entreprise pétrolière publique omanaise *Oman Oil* (12 %), a annoncé que **la production d'électricité d'origine renouvelable avait atteint une valeur équivalente à 99 % de la consommation nationale au mois de mars (4.651 GWh)**. En moyenne, la production d'électricité d'origine renouvelable a dépassé celle de la consommation près de 60 % du temps en mars. Ce résultat s'explique par un indice de productibilité hydraulique de 2,22 (contre une moyenne de 1) compte tenu des fortes précipitations du mois de mars : selon l'Institut portugais de la mer et de l'atmosphère (IPMA) la valeur moyenne de précipitation s'est élevée à 272 mm, soit environ 4 fois la valeur moyenne mensuelle. Il s'agit du 2^{ème} mois le plus pluvieux depuis 1931. La production d'électricité d'origine éolienne a, quant à elle, enregistré sa 2^{ème} valeur la plus haute pour ce mois avec un indice de productibilité de 1,54.

- **La Commission européenne donne son autorisation aux régimes de taxe au tonnage des navires et de soutien aux marins**

Le 6 avril, la **Commission européenne a approuvé le régime fiscal sur le tonnage des navires et celui de soutien aux marins**, en cours de discussion au Parlement portugais. La future taxe sur le tonnage s'appliquera sur la dimension de la flotte, au lieu de porter sur les bénéfices imposables, et permettra aux navires plus

respectueux de l'environnement de bénéficier d'une réduction supplémentaire de 10 à 20 % sur le montant imposable. Seules les compagnies dont une part significative de la flotte bat pavillon d'un des Etats de l'Espace Economique Européen pourront y prétendre. Le régime de soutien aux marins permettra d'exonérer de l'impôt sur le revenu l'équipage employé sur les navires éligibles à la taxe de tonnage et de réduire leur cotisation à la sécurité sociale. Ces régimes ont été autorisés pour une durée de 10 ans.

- **La Fondation Calouste Gulbenkian suspend l'opération de vente de Partex au fonds d'investissement chinois CEFC China Energy**

Le 13 avril, la **Fondation Calouste Gulbenkian**, spécialisée dans les secteurs de l'art, la charité, l'éducation et la science, a **déclaré mettre un terme à la négociation qui prévoyait la vente de ses parts dans la société pétrolière et gazière Partex au fonds d'investissement chinois CEFC China Energy**, spécialisé dans le pétrole, le gaz et les services financiers. Elle affirme que l'enquête judiciaire pour corruption qui vise le président du conseil d'administration de *CEFC China Energy*, Ye Jianming, ne permet pas de faire avancer le processus de vente. Elle maintient cependant son intention de se séparer des parts qu'elle détient dans *Partex*, confirmant l'annonce de vente qu'elle avait effectuée le 2 février.

- **Le 2^{ème} appel d'offres pour la relance de Ferrovias 2020 a été lancé**

Le 29 mars, un appel d'offres a été publié par le gestionnaire public des infrastructures ferroviaires *Infraestruturas de Portugal* (IP) pour la construction du tronçon de 20,5 km entre Freixo et Alandroal pour une valeur de 105 M€. Il s'ajoute à celui du tronçon Evora Norte – Freixo (20,5 km de 65 M€ publié le 6 mars) et sera suivi d'un 3^{ème} appel d'offres pour le tronçon Alandroal – Linha de Leste (38,8 km).

Ces trois appels d'offres s'inscrivent dans la relance du programme d'investissement portugais dans le ferroviaire (Ferrovias 2020) annoncée le 5 mars par le Premier ministre portugais António Costa, prévoyant un investissement total de 509 M€ pour la ligne ferroviaire de 94 km entre les villes d'Evora (centre du Portugal) et d'Elvas (frontière de l'Espagne) constituant le corridor international sud reliant le Portugal (et en particulier son port en eaux profondes de Sines) au reste de l'Europe.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Lisbonne (adresser les demandes à lisbonne@dgtrésor.gov.fr

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Auteur : SE de Lisbonne

Ambassade de France au Portugal - Service Économique

Adresse :

Rua Santos-o-velho, 5,
1249-079 Lisbonne
PORTUGAL

Rédigé par : Léa AUTIER / Christine REBECHÉ

Revu par : Stanislas GODEFROY